

Paraguay : FAL condamne le coup d'Etat « parlementaire »

Alors que France Amérique Latine s'apprêtait, avec d'autres associations, à rappeler au peuple de France, le Coup d'Etat perpétré au Honduras il y a trois ans, l'histoire nous rattrape avec la destitution du Président Fernando Lugo au Paraguay.

Après le Venezuela en 2002, la Bolivie en 2008, le Honduras en 2009, l'Equateur en 2010..., nous assistons maintenant à un nouveau coup contre la démocratie en Amérique latine, qui « meurtrit le Paraguay », mais qui vise aussi à déstabiliser la région et à freiner les structures progressives et autonomes mises en place, comme l'ALBA ou l'UNASUR.

Leurs attaques avortées ou réussies révèlent de manière manifeste la violence avec laquelle les classes dominantes de la région défendent leurs privilèges, en résistant de tout leur poids, aux transitions démocratiques et à la dynamique de transformation portée par les mouvements sociaux.

FAL condamne vigoureusement toute déstabilisation d'un gouvernement élu et légitime. Nous dénonçons, par ailleurs, la stratégie des grands propriétaires fonciers et de l'oligarchie qui imposent, comme ils l'ont fait en 2009 au Honduras, un « Coup d'Etat institutionnel » afin d'écarter du gouvernement le président progressiste Lugo, mais aussi dans le but de s'opposer aux mouvements sociaux en faveur de la réforme agraire. C'est pourquoi, notre association s'élève également contre toute répression et réitère son appui aux mouvements paysans en lutte pour la réforme agraire dans ce pays.

Nous serons résolument aux côtés du peuple paraguayen, comme nous sommes solidaires de celui du Honduras, qui résiste fermement et pacifiquement depuis le 28 juin 2009, alors qu'expropriations, tortures, menaces de mort et licenciements font de nouveau partie du quotidien des Hondurien-ne-s comme lors des pires périodes de son histoire.

Au Honduras, comme au Pérou, avec le conflit de Cajamarca, nous dénonçons tout pouvoir d'État qui criminalise les luttes sociales et assassine nombre de syndicalistes et de membres des Communautés indigènes, en toute impunité.

En cette période d'alternance politique dans notre pays, nous veillerons à ce que le nouveau gouvernement, à l'image de ceux du Venezuela, du Brésil, de l'Argentine et de l'Equateur, s'engage à « ne reconnaître aucun autre président paraguayen que Fernando Lugo ».

Par ailleurs, FAL invite tous les adhérent-e-s de ses comités locaux et les organisations de solidarité internationale et de défense des droits de l'Homme, à se mobiliser pour les droits des peuples à leur libre détermination, à intervenir auprès de leurs élus locaux et parlementaires, et à rejoindre le mouvement de protestation unitaire en cours, en faisant connaître largement autour d'eux ce mauvais coup contre la démocratie et les mouvements sociaux en Amérique latine.

France Amérique Latine
24 juin 2012